

Des manœuvres britanniques controversées

Le spectre des Malouines

Les manœuvres britanniques « Fire Focus », destinées à vérifier le dispositif de défense des Malouines en cas de nouvelle invasion, devaient débuter hier à minuit, en dépit des protestations de l'Argentine et de ses alliés dans la région.

Six ans après la guerre anglo-argentine, le Gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher ne s'attendait visiblement pas à un tel tollé.

A mesure que s'est approché le « Jour J » de ces premières manœuvres en Atlantique-Sud (prévues du 7 au 31 mars), ses représentants se sont mobilisés pour souligner le caractère à la fois « légitime » et exclusivement « défensif » de l'initiative, multipliant les explications à l'ONU, en Amérique latine et en Amérique centrale notamment, ainsi qu'à la Chambre des communes.

Le scénario des manœuvres, mis au point par le Ministère britannique de la défense, commence dimanche à « 00 h. 00 Zoulou » (heure GMT en

termes militaires, soit 1h. HEC). Selon les Argentins, les Britanniques vont déployer 8000 soldats et envoyer une trentaine d'avions. Ces chiffres ont été démentis par le secrétaire d'Etat britannique aux Armées, M. Ian Stewart. Il s'est employé à « dissiper les malentendus » et à désamorcer les tensions, en déclarant devant le Parlement que « Fire Focus » mobiliserait « un millier d'hommes tout au plus » (soit un bataillon d'infanterie légère et des sapeurs) et « moins d'une douzaine de chasseurs Phantom ».

Six ans après la guerre de 74 jours ayant fait un millier de morts, l'Argentine, qui n'a toujours pas signé de cessation formelle des hostilités, continue de revendiquer les Malouines, mais « par la seule voie diplomatique ».

Plusieurs Etats d'Amérique latine et centrale se sont associés aux protestations. Le Brésil a annulé une visite que devait effectuer début mars le ministre adjoint au Foreign Office, M. Timothy Eggar. (AFP)

Instructeurs militaires français tués dans le conflit afghan

Paris reste muet

« Deux instructeurs militaires français ont été tués lors d'affrontements entre deux formations armées ayant des orientations politiques différentes dans une province du nord-ouest du Pakistan », a annoncé dimanche l'agence officielle afghane Bakhtar, selon TASS.

L'agence TASS ne donne aucune autre précision. L'information était contenue dans une dépêche annonçant que 50 « rebelles » (moudjahiddine) avaient baissé les armes pour répondre

à l'appel, du Gouvernement de Kaboul en faveur de l'unité nationale. A Paris, le Ministère des affaires étrangères a affirmé dimanche matin n'avoir encore « aucune information » sur ces deux décès. Un porte-parole a souligné qu'il n'y avait « pas de conseillers militaires français auprès de la résistance afghane » et que donc les informations de l'agence afghane sur ce point étaient « dénuées de tout fondement ».

Les seuls Français qui se trouvent en Afghanistan, a rappelé le Quai d'Orsay, sont des membres d'organisations humanitaires. (AP)

Israël: encore des morts dans les territoires occupés

Sérieux clivage gouvernemental

La cassure provoquée par le plan Shultz entre Likoud et travaillistes au sein du Gouvernement israélien s'est encore aggravée hier, avec le refus du premier ministre Itzhak Shamir de faire voter les ministres sur ce plan, avant son voyage aux Etats-Unis, le 14 mars prochain.

Sur le terrain, de violents affrontements ont eu lieu entre manifestants palestiniens et soldats israéliens en Cisjordanie occupée, faisant deux nouveaux morts palestiniens. Un Palestinien de Gaza est également décédé dans la nuit de samedi à dimanche, des suites de ses blessures.

A Jérusalem, le premier ministre Itzhak Shamir, qui est a priori contre le plan Shultz, a décidé, hier en Conseil des ministres, qu'il n'y aura pas de vote à ce sujet avant son départ pour Washington, où le président Ronald Reagan attend la réponse israélienne au plan de paix du secrétaire d'Etat américain George Shultz. Le premier ministre a expliqué qu'il espère convaincre le président Reagan de modifier certains aspects du plan auxquels il s'oppose.

En fait, ses adversaires travaillistes au sein de la coalition gouvernementale le soupçonnent de vouloir gagner du temps, et de vouloir garder les mains libres jusqu'au dernier moment face aux Américains. Or, disent les travaillistes, dans une circonstance aussi grave, M. Shamir ne peut engager valablement Israël que s'il parle au nom du Gouvernement tout entier et non de son parti, le Likoud, qui refuse massivement le plan Shultz.

Dans ces conditions, M. Shimon Peres, ministre travailliste des Affaires étrangères qui, lui, au contraire, est partisan du plan Shultz, exige que les positions et les responsabilités soient clairement définies avant le voyage de M. Shamir à Washington. Du côté palestinien, des divergences apparaissent également, notent les observateurs. D'un côté, M. Yasser Arafat, leader de l'OLP, a déclaré dans une interview à la chaîne américaine CBS qu'il acceptait les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité - pivots du plan Shultz - ainsi que l'éventualité d'une période transitoire pour les territoires occupés, ce qui est également un élément central du plan américain. Mais, dans un communiqué publié à Tunis samedi, l'OLP rejetait le plan, comme destiné « à faire avorter le soulèvement du peuple palestinien ». Sur le terrain, les incidents sont toujours aussi nombreux et aussi violents. Hier encore, trois nouveaux morts ont été dénombrés, portant à 82 le nombre de Palestiniens tués par balles en trois mois, soit près de trois par jour. On compte aussi une dizaine de blessés au cours des manifestations qui se sont déroulées hier dans toute la Cisjordanie. (AFP)

tard dans la soirée, avec des manifestants brûlant des voitures. Lhassa, capitale du Tibet occupé dans les années 1950 par la Chine qui en a fait une « région autonome » chinoise, compte 200 000 habitants.

Selon les informations de source occidentale, il semblerait que les forces de l'ordre n'aient utilisé que des bombes lacrymogènes dans la journée, mais que des coups de feu ont été entendus dans la soirée.

Cette nouvelle flambée de violence antichinoise au Tibet fait suite aux incidents du 1^{er} octobre dernier, date à laquelle 2000 manifestants avaient lapidé et mis le feu à un commissariat. La police avait alors ouvert le feu et les troubles auraient fait au moins 14 morts.

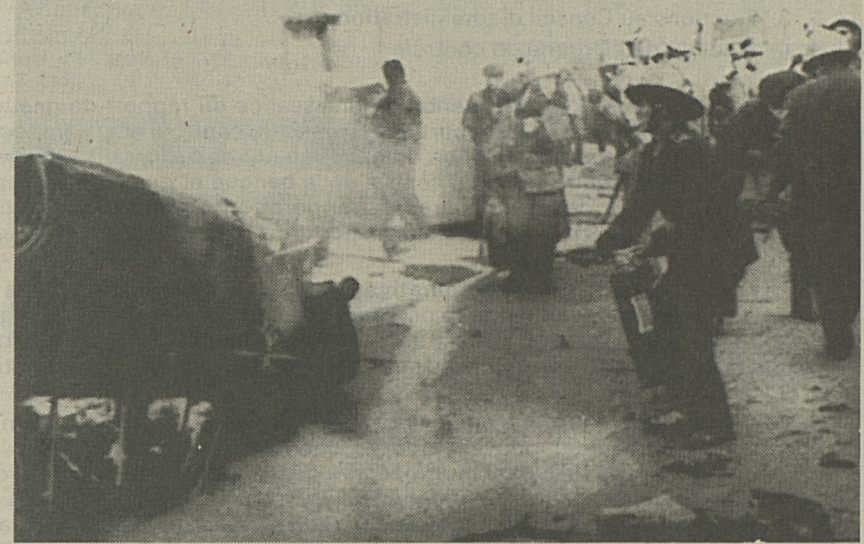
Après les affrontements du mois d'octobre - et des premiers troubles signalés fin septembre - plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées par la police. Le Tibet avait été

interdit aux journalistes étrangers.

Appel de la Jeunesse tibétaine

A la suite de ces nouveaux affrontements au Tibet, le Congrès de la Jeunesse tibétaine, affilié au Gouvernement tibétain en exil du dalaï-lama, a lancé dimanche un appel aux Nations Unies afin que l'organisation internationale envoie une mission d'information à Lhassa.

Le Congrès de la Jeunesse tibétaine lance également un appel au soutien de l'opinion mondiale pour l'indépendance du Tibet. Il estime dans une déclaration publiée en Inde, où le dalaï-lama vit en exil à la suite de la répression chinoise de la révolte de Lhassa en 1959, que « la manifestation (de samedi) était inévitable » en raison de la poursuite de la répression chinoise au Tibet. (AP)



Des voitures incendiées dans les rues de la capitale tibétaine.

Keystone

Les 12 ministres AE de la CEE protestent contre Pretoria

Politique inadmissible

Les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne se sont mis d'accord dimanche à Constance (RFA) pour émettre une protestation officielle contre la nouvelle réglementation prévue en Afrique du Sud à l'égard des mouvements d'opposition.

rait des éclaircissements à Pretoria à propos du projet de loi visant à interdire l'utilisation « à des fins politiques », par des individus ou des groupes, de dons en provenance de l'étranger.

La CEE estime que cette nouvelle réglementation, si elle est adoptée, « met en danger le programme communautaire d'aide à l'Afrique du Sud, qui s'efforce entre autres de promouvoir l'éducation des Noirs et soutient les efforts des mouvements pour les droits de l'homme ».



Photo de famille à Constance.

Keystone

Dans le Golfe la guerre des villes s'amplifie

L'URSS prise à partie

Des manifestants iraniens ont réussi à pénétrer dimanche après midi dans le parc de l'ambassade soviétique à Téhéran avant d'en être chassés par les forces de sécurité iraniennes, a annoncé l'agence officielle Irna, reçue à Paris. A Moscou, l'agence TASS a confirmé ces incidents.

Les manifestants se sont ensuite rendus devant le « nid d'espions », les locaux de l'ex-ambassade américaine à Téhéran, scandant des slogans hostiles aux « deux grandes puissances » et protestant contre leur « soutien coordonné, politique et militaire, au régime de Bagdad » qui, selon eux, a permis à ce dernier « de mener des attaques sauvages contre les civils et les hôpitaux iraniens », a ajouté l'agence irannienne.

A Moscou, l'agence TASS a réagi en indiquant que des émeutiers iraniens avaient attaqué avec des pierres et des engins incendiaires l'ambassade d'URSS à Téhéran, mettant en péril la

vie du personnel de la représentation soviétique. Selon TASS, ces attaques ont été faites à l'instigation d'articles de la presse iranienne imputant à Moscou la responsabilité de la vague d'attaques de missiles irakiens contre Téhéran, bien que l'Union soviétique ait nié fournir ces armes à Bagdad.

L'Irak a tiré hier quatre nouveaux missiles sur Téhéran et son aviation a bombardé douze autres villes iraniennes, a annoncé un porte-parole militaire irakien. Les missiles ont été lancés « en représailles aux bombardements de Bagdad, Bassorah et d'autres cités irakiennes par les agresseurs iraniens ».

L'Irak maintiendra sa pression « tant que l'Iran s'acharnera à refuser la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ordonnant un cessez-le-feu dans la guerre du Golfe et qu'il continuera à bombarder les villes irakiennes ». (AFP)

Il y a 10 ans, pour sauver Aldo Moro tué par les BR

« Le Vatican prêt à tout »

Le Vatican avait pris contact avec les Brigades Rouges et était prêt à payer la rançon qu'exigeait le groupe terroriste pour la libération de l'ancien président du Conseil italien Aldo Moro, a affirmé le ministre des Affaires étrangères Giulio Andreotti.

Dix ans après l'assassinat du dirigeant démocrate-chrétien par ses ravisseurs, M. Andreotti, président du conseil lors du rapt, a fait ces déclarations dans un entretien qui est publié aujourd'hui par l'hebdomadaire « Panorama », mais dont de larges extraits sont parus dimanche dans les journaux de la péninsule.

La presse a également publié un démenti du Vatican qui précise que le Saint-Siège n'avait pas établi de contact avec les Brigades Rouges.

Aldo Moro avait été enlevé par le mouvement d'extrême gauche le 16

mars 1978. Son cadavre criblé de balles était retrouvé dans le coffre d'une voiture garée dans le centre de Rome 55 jours plus tard.

Deux semaines avant la découverte du corps de l'ancien président du Conseil, Paul VI - qui était très proche de lui - avait lancé un appel personnel « aux hommes des Brigades Rouges pour demander la libération de l'homme politique. « Je vous en prie à genoux », avait dit le Saint-Père.

« Le Vatican était prêt à payer une forte rançon », affirme M. Andreotti, qui précise que Paul VI avait établi un contact avec les ravisseurs.

Un proche collaborateur de Paul VI a estimé dans « la Stampa » de dimanche que le Saint-Siège était prêt à tout pour obtenir la libération d'Aldo Moro, « mais certainement pas à payer une rançon ». (AP)